

Unité interdépartementale Anjou Maine  
Pôle Risques Chroniques

Saint Barthélemy-d'Anjou, le 14/03/2023

## **RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

<b>Exploitant</b>	SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DE SAINT FLORENT (SISF)
<b>Adresse site</b>	1, route du Pont de Vallée – SAINT-FLORENT-LE-VIEIL - 49410 MAUGES-SUR-LOIRE
<b>Activité</b>	Transformation du lait
<b>Régime</b>	Autorisation - Rubrique principale 3642-3 et BREF principal FDM

Par arrêté préfectoral DIDD-2011-n°161 du 28 avril 2011, la SISF est autorisée à exploiter des installations de transformation du lait, comprenant notamment des installations classées sous la rubrique n°3642.

Ces installations, ainsi que les installations connexes, sont soumises aux dispositions de la section 8 du chapitre V du titre I<sup>er</sup> du livre V du Code de l'Environnement, relatives à la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite « IED » (Industrial Emissions Directive). Les articles R. 515-70 et suivants du code de l'environnement précisent les modalités de réexamen et l'article R. 515-72 précise le contenu du dossier de réexamen.

L'objet du dossier de réexamen est de définir les mesures techniques et réglementaires qui permettront à l'établissement d'être conforme aux exigences de la directive IED à échéance du délai de réexamen, soit 4 ans après la parution au Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE) des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) associées à la rubrique principale.

Sur la base de la proposition motivée de l'exploitant en date du 22 octobre 2013, il est retenu que la rubrique principale de l'établissement est la rubrique 3642-3-a, et que les conclusions sur les MTD associées à cette rubrique sont celles définies par le BREF industries agro-alimentaire et laitières (« Food Drink and Milk Industries » - FDM).

Les conclusions sur les MTD associées à ce BREF étant parues au JOUE le 04 décembre 2019, l'établissement devait remettre son dossier de réexamen avant le 04 décembre 2020 et ce, en application de l'article R. 515-71 du code de l'environnement. L'autorisation d'exploiter et les conditions d'exploitation de l'établissement devront en conséquence être conformes aux exigences de la directive IED avant le 04 décembre 2023.

Le Ministère de l'Environnement a publié un Arrêté Ministériel de Prescriptions Générales (AMPG) spécifique aux rubriques 3642, 3643 et 3710 en date du 27 février 2020, qui rend obligatoire le respect des prescriptions des conclusions du BREF FDM sans avoir à modifier immédiatement les arrêtés préfectoraux des sites.

Par courrier du 09 décembre 2020, l'exploitant vous a transmis son dossier de réexamen, accompagné d'un rapport de base. Une demande de compléments a été formulée en date du 21 novembre 2022 par l'inspection des installations classées. L'exploitant a transmis des compléments à l'inspection le 19 janvier 2023. Le présent rapport expose l'examen du dossier de réexamen et des compléments par l'inspection des installations classées et propose les suites à donner.

## **I - PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT**

### **I.1 - Activités industrielles du site**

Le site de Saint-Florent-le-Vieil est occupé depuis les années 60 par une activité laitière. Exploitée par la société Célia jusqu'en 2007, la laiterie a été reprise par la Société Industrielle de Saint Florent (SISF), appartenant au groupe Lactalis, en décembre 2007.

Le site de production comporte plusieurs ateliers, selon la description fournie dans le dossier de réexamen :

- atelier réception, pasteurisation, écrémage, qui produit de la crème, expédiée vers d'autres sites du groupe, et du lait standardisé utilisé dans les autres ateliers du site ;
- atelier « bag in box » (B.I.B.), qui produit du lait concentré et du café concentré conditionnés en B.I.B. ;
- atelier séchage, produisant du lait en poudre (le site dispose d'une tour de séchage) ;
- atelier nutrition clinique sucrée (produits de nutrition entérale, eaux gélifiées, crèmes desserts, compotes) ;
- atelier nutrition clinique mixée.

L'atelier soja décrit dans le dossier de demande d'autorisation ayant conduit à l'arrêté du 28 avril 2011 n'existe plus depuis 2012.

L'usine comprend une station d'épuration biologique à boues activités d'une capacité de 1800 kg/j de DBO5. Postérieurement au dépôt du dossier de réexamen, l'exploitant a transmis un porter à connaissance des modifications relatif à la refonte de la station d'épuration, visant à sécuriser la qualité des rejets, accroître les capacités de stockages des boues et rénover des installations vieillissantes.

### **I.2 - Situation administrative**

Au titre de la réglementation sur les installations classées, la SISF a été autorisée par arrêté préfectoral d'autorisation DIDD-2011-n°161 du 28 avril 2011, à poursuivre l'exploitation des installations situées 1 route du Pont de Vallée à Saint Florent le Vieil, les dispositions de cet arrêté se substituant à de précédents arrêtés en date du 06 juillet 1982, 08 décembre 2004 et 05 octobre 2005.

Le site est par ailleurs réglementé par les arrêtés préfectoraux complémentaires suivants :

- arrêté préfectoral du 07 décembre 2009 fixant des prescriptions complémentaires pour la recherche de substances dangereuses dans l'eau (RSDE) ;
- arrêté préfectoral du 10 avril 2020 prescrivant la réalisation d'une étude technico-économique relative aux prélèvements et à la consommation d'eau, et à la réduction des consommations d'eau pour la prévention du risque sécheresse.

Le bénéfice des droits acquis pour plusieurs rubriques 4000 a par ailleurs été acté par courrier du préfet du 12 juillet 2017 suite à la demande de l'exploitant du 25 mai 2016 (rubrique 4734.2.c et 4735.1.b notamment).

L'exploitant a présenté dans son dossier de réexamen la situation administrative actualisée du site, tenant compte des évolutions de nomenclature (et des demandes de bénéfice des droits acquis transmises dans ce cadre), ainsi que des évolutions intervenues sur le site et portées à la connaissance du préfet. Par ailleurs, par courrier du 13 août 2021 (postérieur à la transmission du dossier de réexamen), l'exploitant a sollicité le bénéfice des droits acquis pour la rubrique 4130, en

raison des stockages d'acide nitrique présents sur le site (substance ayant fait l'objet d'une évolution de classification). Par courrier du 20 décembre 2021, l'exploitant a par ailleurs transmis sa proposition de classement au titre de la rubrique 1510, suite au décret du 24 septembre 2020 ayant modifié la nomenclature et notamment les rubriques relatives aux stockages de matières combustibles.

La situation des installations au titre des rubriques des installations classées pour la protection de l'environnement, telles que prévues à l'article L. 512-7 du Code de l'environnement, est reprise dans le tableau ci-dessous.

N° Rubrique nomenclature	Désignation de la rubrique	Éléments caractéristiques (situation autorisée AP du 28/04/2011)	Éléments caractéristiques (situation actuelle)	Régime situation actuelle
3642.3.a	<p><b>Traitement et transformation</b>, à l'exclusion du seul conditionnement, <b>des matières premières</b> ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus :</p> <p><b>3. Matières premières animales et végétales</b>, aussi bien en produits combinés qu'en produits séparés, avec une capacité de production, exprimée en tonnes de produits finis par jour :</p> <p>a) supérieure à 75 si A est égal ou supérieur à 10 où « A » est la proportion de matière animale (en pourcentage de masse) dans la quantité entrant dans le calcul de la capacité de production de produits finis</p>	<p>Rubriques visées selon nomenclature en vigueur en 2011 :</p> <p>* 2220 : quantité de matières végétales entrantes de 56 t/j (régime A)</p> <p>* 2230 : capacité de traitement de lait de 860 000 l/j (en équivalent-lait) (régime A)</p>	<p><b>Capacité de production :</b></p> <p>153 t/j de produits finis (poudre, bag in box, produits de nutrition clinique) + 80 t/j de crème expédiée sur d'autres sites (co-produits)</p> <p><b>= 233 t/j</b></p> <p>La proportion de matières animales est évaluée à 99,5 %</p> <p>(demande bénéficie des droits acquis du 22/10/2013)</p>	<b>A</b>
4130.2	<p><b>Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation</b></p> <p>2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 10 t.</p>	<p>Rubrique visée selon nomenclature en vigueur en 2011 :</p> <p>1611-2 : 67,5 t d'acide nitrique entre 20 et 70 % (régime D)</p>	<p><b>Stockage d'acide nitrique à 57 ou 58 % : 34,04 tonnes</b> (25 m<sup>3</sup> en réservoir aérien et 100 L en bidons)</p> <p>(demande bénéficie des droits acquis du 22/10/2013 - non acté à ce jour)</p>	<b>A</b>

N° Rubrique nomen- clature	Désignation de la rubrique	Éléments caractéristiques (situation autorisée AP du 28/04/2011)	Éléments caractéristiques (situation actuelle)	Régime situation actuelle
2910.A.1	<p><b>Combustion</b> à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes.</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW.</p>	<p><b>29,6 MW</b> (régime A)</p> <p>avec</p> <p>* 2 chaudières de 13,9 MW (principale) et 9,2 MW (de secours) * groupes électrogènes 6,5 MW</p>	<p><b>28,4 MW</b></p> <p>avec</p> <p>* 2 chaudières de 13,6 et 8,2 MW fonctionnant au gaz naturel ou fuel lourd * 2 groupes électrogènes de 3,5 et 3 MW * moto-pompe de 0,1 MW</p>	E
2921.1.a	<p><b>Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air</b> généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) :</p> <p>1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle :</p> <p>a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW</p>	<p>5 430 kW (3 tours circuit ouvert) + 1650 kW (2 tours circuit fermé)</p>	<p><b>4 tours</b> <b>aéroréfrigérantes</b> <b>6254 kW</b></p> <p>* Baltimore CE1 1754 kW * JACIR AEBIB 698 kW * JACIR AEF4 1402 kW * JACIR AEF5 2400 kW</p> <p>(PAC modifications en 01/2017, 01/2019 et 01/2020 – non acté à ce jour)</p>	E
1510.2.b	<p><b>Entrepôts couverts</b> (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques.</p> <p>2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant :</p> <p>b) Supérieur ou égal à 50 000 m<sup>3</sup> mais inférieur à 900 000 m<sup>3</sup></p>	-	<p><b>99 564 m<sup>3</sup> (*)</b></p> <p>(demande bénéfice des droits acquis en 02/2018 et le 20/12/2021 - non acté à ce jour)</p>	E

N° Rubrique nomenclature	Désignation de la rubrique	Éléments caractéristiques (situation autorisée AP du 28/04/2011)	Éléments caractéristiques (situation actuelle)	Régime situation actuelle
2925.1	<b>Accumulateurs électriques</b> (ateliers de charge d') : 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW	53 kW	<b>64 kW</b>	<b>D</b>
4734.2.c	<b>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution :</b> essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Pour les autres stockages (hors cavités souterraines et stockages enterrés) : c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total	Rubrique visée selon nomenclature en vigueur en 2011 : 1432-2-b : capacité équivalente de 14 m <sup>3</sup> de liquides inflammables (régime DC)	<b>Cuve de fioul lourd 150 t</b>  (demande bénéficie des droits acquis du 25/05/2016 acté par courrier du préfet du 12/07/2017)	<b>DC</b>
4735.1.b	<b>Ammoniac</b> La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Pour les récipients de capacité unitaire supérieure à 50 kg : b) Supérieure ou égale à 150 kg mais inférieure à 1,5 t	Rubrique visée selon nomenclature en vigueur en 2011 : 1136-B-b : 4 t (régime A)	<b>1,10 t</b>  (PAC modification en 06/2013 et 01/2020 – non acté à ce jour)	<b>DC</b>

\* A = Autorisation, E = Enregistrement, DC = Déclaration avec contrôle, D = Déclaration

(\*) L'examen de la demande de bénéfice des droits acquis transmise en 12/2021 reste à examiner pour confirmer la capacité proposée par l'exploitant au titre de la rubrique 1510.

La situation des installations au titre des rubriques des Installations, Ouvrages, Travaux et Activités (IOTA), telles que prévues à l'article R.214-1 du Code de l'environnement, est reprise dans le tableau ci-dessous :

N° Rubrique de la nomenclature	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques (situation autorisée dans l'AP du 28/04/2011)	Éléments caractéristiques (situation actuelle)	Régime situation actuelle
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	-	4 piézomètres (réalisés en mai 2020 dans le cadre de la réalisation des investigations nécessaires au rapport de base en 2018)	<b>D</b>

N° Rubrique de la nomen- clature	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques (situation autorisée dans l'AP du 28/04/2011)	Éléments caractéristiques (situation actuelle)	Régime situation actuelle
2.1.5.0 - 2	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Rejets des eaux pluviales encadrés	6,7610 ha	D
3.1.2.0 - 2	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m	Rejet en Loire autorisée	Rejet (eaux pluviales et eaux usées épurées) via une canalisation en Loire	D

### 1.3 - Périmètre IED et BREF applicables

Le périmètre d'application de la section 8 du code de l'environnement qui transpose la directive IED, a été défini, conformément à l'article R. 515-58, par l'exploitant comme suit :

- les installations relevant de la rubrique 3642-3-a : zone de réception, différents ateliers (nutrition, bag in box, nutrition clinique, séchage), pesée des produits congelés, stockages des matières premières, produits finis, contenant et emballages, zone expédition ;
- les installations connexes aux installations IED : équipements de production de froid, de chaud, électriques, air comprimé liés aux installations 3642, installations de nettoyage en place (y compris stockage de produits chimiques et réseaux associés), stockages de produits chimiques, ateliers de charge d'accumulateur, aire de lavage des citernes, zones de stockages de déchets ;
- les installations exclues du périmètre IED : cuve enterrée de gasoil pour les camions de collecte et station service associée, cuve de fioul domestique pour les groupes électrogènes et groupes électrogènes, laboratoire, atelier de maintenance, pôle R&D, locaux administratifs, locaux sociaux, ainsi que la STEP.

#### **Observations de l'inspection :**

**L'exclusion de la STEP du périmètre IED n'est pas justifiée. Cette installation est à intégrer au périmètre IED car considérée comme connexe** (cf. guide pour la simplification du réexamen, p.8 « les activités suivantes peuvent être considérées comme connexes : [...] traitement ou stockage des co-produits, des déchets ou traitement des émissions (par exemple : les unités de traitement des effluents, STEP, incinérateur d'effluents, etc.)).

En conséquence, l'établissement est visé par les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles et les documents BREFs (Best Reference Documents) sectoriels suivants qui lui sont opposables :

- BREF FDM (Food Drink and Milk), BREF principal, paru en décembre 2019 : ce BREF a été retenu par l'exploitant ;
- BREFs secondaires :

- BREF LCP (Large Combustion Plants), paru en juillet 2017, qui concerne les grandes installations de combustion : ce BREF n'a pas été pris en compte par l'exploitant considérant que la puissance totale des installations de combustion est inférieure à 50 MW. Le site dispose d'une installation de combustion relevant de la rubrique 2910 soumises à enregistrement et la puissance unitaire des appareils de combustion est inférieure à 15 MW ;
- BREF WT (Waste Treatment), paru en août 2018, qui concerne le traitement des déchets. Il est en lien avec le respect des MTD 2.V et 22 du BREF FDM et n'a pas été pris en compte.

Ainsi que par les documents BREFs transversaux suivants pour identifier les MTD applicables pour ces installations :

- Systèmes de refroidissement industriel (ICS), paru en décembre 2001 : le respect de ce BREF est en lien avec le respect des MTD 1 à 4, 6 à 8, 11 à 14 et 21 du BREF FDM. L'exploitant dit retenir à travers les MTD exposées dans le BREF ICS, celles concernant les tours aéroréfrigérantes par voie humide et tirage mécanique, et être conforme aux MTD de ce BREF. Le positionnement par rapport aux MTD de ce BREF n'est toutefois pas fourni en détail.
- Émissions dues au stockage des matières dangereuses ou en vrac (EFS), paru en juillet 2006 : l'exploitant indique avoir recensé les substances et mélanges dangereux de son établissement dans le cadre de l'évaluation des rubriques 4000. L'exploitant précise que les stockages des produits liquides et gazeux sont conformes aux arrêtés ministériels, particulièrement l'arrêté du 4 octobre 2010 qui demande, entre autres, des rétentions et un plan d'inspection ou de surveillance des installations. Dans le cadre de la démarche de certification ISO 14001, le groupe Lactalis développe des standards sur le stockage des produits chimiques et le dépotage des produits dangereux, qui répondront aux MTD du BREF EFS, et qui seront mis en place sur le site SISF avant fin 2023.
- Efficacité énergétique (ENE), paru en février 2009 : non pris en compte par l'exploitant, le respect de ce BREF étant en lien avec le respect des MTD 6 et 21 du BREF FDM.

L'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 est en outre applicable au 04 décembre 2023.

## **II - ANALYSE DU DOSSIER DE RÉEXAMEN**

### **II.1 - Complétude du dossier**

Le dossier de réexamen est tenu de comporter les éléments prévus par l'article R. 515-72 du code de l'environnement, *a minima* :

- 1) Des éléments d'actualisation du dossier de demande d'autorisation portant sur les meilleures techniques disponibles, prévus au 1° du I de l'article R. 515-59 (description des mesures prévues pour l'application des meilleures techniques disponibles prévue à l'article L. 515-28), accompagnés, le cas échéant, de l'évaluation prévue au I de l'article R. 515-68 :

Le dossier de réexamen transmis et les compléments comprennent la définition du périmètre IED et la liste des BREF pris en compte (cf. paragraphe I.3 du présent rapport), et une comparaison aux MTD applicables (cf. paragraphe II.2 du présent rapport) avec :

- (i) La liste explicite des MTD déjà mises en œuvre, avec la mention des techniques mises en œuvre ;
- (ii) La liste explicite des MTD à mettre en œuvre dans le délai de conformité applicable ;
- (iii) Les justifications à l'appui des MTD non prises en compte car non pertinentes pour l'installation ;

- (iv) Le positionnement du niveau actuel des émissions par rapport aux NEA-MTD et des autres performances par rapport aux NPEA-MTD, précisant les valeurs que l'exploitant s'engage à respecter dans le délai de conformité applicable.

**Le dossier de réexamen ne comporte pas de demande de dérogation au sens de l'article R. 515-68 du Code de l'Environnement.**

2) L'avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R. 515-70.

Dans la partie « actualisation des prescriptions existantes » du dossier de réexamen, l'exploitant indique que la situation administrative (classement au titre des rubriques ICPE et IOTA) doit être mise à jour, et synthétise les évolutions à prévoir au niveau des installations ou de la surveillance, en vu du respect des MTD à l'échéance décembre 2023. Il sollicite un relèvement de la valeur limite haute de pH pour les rejets aqueux, de 8,5 (valeur actuellement fixée dans l'AP du 28 avril 2011) à 9, indiquant que l'eau de ville utilisée dans le process présente des pointes régulières à 8,5 impactant les rejets de la STEP. Cette demande n'est toutefois liée à aucune des 3 conditions fixées à l'article R. 515-70-III du Code de l'environnement (pollution, sécurité d'exploitation, respect d'une norme environnementale). Elle sera donc traitée de façon indépendante du dossier de réexamen.

Dans les compléments transmis le 19 janvier 2023, **l'exploitant s'est positionné sur les 3 conditions de l'article R. 515-70 III du Code de l'environnement, et conclut qu'aucun des 3 critères n'est rempli pour le site.**

### **Rapport de base**

Le dossier de réexamen transmis par l'exploitant est transmis avec un rapport de base rédigé conformément aux recommandations du guide méthodologique pour l'élaboration du rapport de base d'octobre 2014.

Des investigations de terrain se sont déroulées en mai 2020. 19 sondages de sols ont été réalisés entre 1 et 3 m de profondeur, à proximité des infrastructures anciennes, actuelles et futures accessibles. 4 piézomètres ont été mis en place en mai 2018 au droit du site. Une campagne de prélèvement de ces ouvrages a été effectuée le 28 mai 2020. Les investigations ont permis de mettre en évidence un sens d'écoulement local des eaux souterraines orienté globalement en direction d'un axe nord-sud, mais une orientation différente au nord du site laisse penser à l'existence de pendages avec différentes orientations au sein du socle rocheux.

Aucun impact n'a été mis en évidence dans les sols. Dans les eaux souterraines, des anomalies sont relevées dans les piézomètres situés en aval hydraulique, par rapport aux piézomètres amont :

- au droit du Pz3 (au nord) : anomalie en zinc et cuivre, mais teneurs restant inférieures aux valeurs de référence eaux brutes/eaux potables de l'arrêté du 11 janvier 2007 ; dépassement de la valeur de référence eau potable en nitrates avec une teneur de 100 mg/l, pour une référence de 50 mg/l ;
- au droit du Pz1 (au sud) : dépassements des références eau potable pour les nitrites et l'ammonium, avec des teneurs respectives de 1,1 et 5,4 mg/l, pour des références de 0,5 et 0,1 mg/l.

Le rapport conclut que ces anomalies sont ponctuelles et ne sont pas jugées caractéristiques d'un impact des activités du périmètre IED, dans la mesure où aucune anomalie n'a été mise en évidence sur échantillon brut et sur lixiviat dans les sols. Il recommande la réalisation d'une campagne de prélèvements des eaux souterraines en période de basses eaux pour confirmer le sens d'écoulement local de la nappe et ces anomalies.

### **Observations de l'inspection :**

Le rapport de base exclut notamment (pas d'investigations réalisées au droit et/ou à proximité de ces installations) les groupes électrogènes (GE) et la cuve de FOD associée, la cuve de FOL utilisée en secours pour la chaufferie, et la cuve de gazole alimentant le poste de distribution, considérant que le guide méthodologique pour l'élaboration du rapport de base prévoit que « les stockages de carburants pour les engins mobiles, les stockages de combustibles pour les groupes électrogènes de



secours ou les systèmes incendie ne font pas partie des substances à considérer comme pertinentes au titre du rapport de base. ».

Des investigations ont en revanche été réalisées au droit d'anciennes installations de stockages d'hydrocarbures.

Le guide méthodologique souligne que **l'initiative des investigations appartient à l'exploitant qui est le seul responsable de la pertinence et de la représentativité du programme d'investigations. Ainsi, ce programme n'a pas vocation à faire l'objet d'une validation par les services de l'État. Il convient néanmoins de rappeler que l'exploitant a un intérêt direct à produire un rapport de base de qualité compte tenu des obligations de réhabilitation qui pourront être requises à la cessation d'activité.**

## **II.2 - Situation de l'établissement vis-à-vis du BREF FDM**

Les MTD applicables déjà mises en œuvre et celles prévues avec délai pour les principaux enjeux du site (émissions air, eau, consommation énergie ...) en lien avec le réexamen IED, sont synthétisées ci-dessous.

MTD 1 : mettre en place et appliquer un système de management environnemental (SME) (AMPG 3642 - titre II.5)

A ce jour, le site n'est pas certifié ISO 14 001. L'exploitant s'engage à être certifié ISO 14 001 d'ici décembre 2023 afin de répondre à la MTD 1.

MTD 2 : établir et mettre à jour dans le cadre du SME un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux (AMPG 3642 - titre II.6)

Un inventaire des consommations d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux est déjà réalisé par le site. Les données de suivi sont présentées dans le chapitre « Présentation de l'établissement ».

MTD 3 : pour les émissions dans l'eau, surveiller les principaux paramètres de procédé (par exemple, surveillance continue du débit des effluents aqueux) à des points clés (par exemple, à l'entrée et/ou à la sortie de la station de traitement) (AMPG 3642 - titre II.7.1)

La température est surveillée et enregistrée en continu en sortie de la STEP et au point de rejet au milieu naturel (rejet qui englobe les eaux traitées provenant de la STEP, les eaux pluviales et les eaux de refroidissement des autoclaves). L'exploitant indique qu'il réalise une auto-surveillance en entrée et sortie de sa station d'épuration, pour les paramètres débit, pH, et macropolluants.

MTD 4 : surveiller les émissions dans l'eau aux fréquences indiquées et conformément aux normes EN (AMPG 3642 - titre II.7.2)

Substance	Propositions exploitant		Fréquence fixée dans l'AP du 28/04/2011	MTD n°4 et AMPG du 27/02/2020		Respect de la MTD n°4 et l'AMPG du 27/02/2020
	Fréquence minimale	Norme		Fréquence	Norme	
DCO	Journalière (interne) Hebdomadaire en externe	ISO 15705	Journalière	Journalière	NF T90-101 ou ISO 15705	OUI fréquence et norme

Substance	Propositions exploitant		Fréquence fixée dans	MTD n°4 et AMPG du 27/02/2020		Respect de la MTD n°4 et l'AMPG du
Azote total	NGL, NTK, NO <sub>3</sub> , NO <sub>2</sub> : Hebdomadaire (externe) mais NH <sub>4</sub> , NO <sub>3</sub> et NO <sub>2</sub> journalière en interne	NKJ : NF EN 25 663 NO <sub>2</sub> et NO <sub>3</sub> : méthode interne MA-EE-248	Hebdomadaire		Plusieurs normes EN (par exemple, EN 12260, EN ISO 11905-1)	Fréquence sera passée en journalière + Méthodes NF EN ou méthode interne laboratoire accréditée COFRAC
P total	Hebdomadaire (interne/externe)	méthode interne MA-EE-246	Hebdomadaire		Plusieurs normes EN (par exemple, EN 6878, EN ISO 15681-1 et -2, EN ISO 11885	Fréquence sera passée en journalière + Méthode interne laboratoire accréditée COFRAC
MEST	Journalière (interne) Hebdomadaire en externe	NF EN 872	Hebdomadaire		NF EN 872	OUI fréquence et norme
DBO <sub>5</sub>	Hebdomadaire (externe)	NF EN ISO 5815-1	Hebdomadaire	Mensuelle	NF EN 5815-1	OUI fréquence et norme
Chlorures	Mensuelle (d'ici 12/2023)	-	-		Plusieurs normes EN (par exemple, EN ISO 10304-1, 15682)	OUI fréquence + Méthode interne laboratoire accréditée COFRAC

Les chlorures ne sont pas surveillés à ce jour. L'exploitant s'engage à réaliser l'analyse mensuelle des chlorures d'ici décembre 2023. Les fréquences de surveillance de l'azote global et du phosphore seront modifiées pour être quotidiennes à compter de décembre 2023.

MTD 5 : surveiller les émissions canalisées dans l'air au moins à la fréquence indiquée et conformément aux normes EN (AMPG 3642 - titre III.17.3)

La SISF dispose d'une tour de séchage. Par conséquent, la MTD n°5 est applicable. L'exploitant est tenu de réaliser une mesure de poussières des émissions du procédé de séchage au moins une fois par an. Le site surveille ses émissions canalisées dans l'air à la fréquence indiquée dans le BREF et conformément à la norme EN.

MTD 6 : afin d'accroître l'efficacité énergétique, mettre en place un plan d'efficacité énergétique et une combinaison appropriée des techniques courantes (AMPG 3642 - titre II.8)

L'exploitant a indiqué appliquer la MTD 6a et 11 techniques courantes de la MTD 6b. Pour le secteur de la transformation du lait, la MTD 6 est complétée par des niveaux indicatifs de performances environnementale pour la consommation d'énergie spécifique (voir MTD 21).

MTD 7 : afin de réduire la consommation d'eau et le volume des effluents aqueux rejetés, recourir à la MTD 7a et à une ou plusieurs des techniques indiquées aux points b) à k) (AMPG 3642 - titre II.9) + tableau 9 « niveaux indicatifs de performance environnementale pour les rejets d'effluents aqueux spécifiques » des laiteries

L'exploitant a indiqué appliquer la MTD 7a et les techniques indiquées aux points b), c), e), et g) à k).

Concernant la comparaison aux niveaux indicatifs de performance environnementale (tableau 9), l'exploitant précise que la poudre, produit fini principal, représente moins de 80 % de la production (53%), et que de ce fait, la comparaison au niveau indicatif de performance environnementale pour la fabrication de poudre (à savoir 1,2 à 2,7 m<sup>3</sup>/t de matières premières) n'est pas applicable.

À la demande de l'inspection, le rejet d'effluent aqueux spécifique a néanmoins été calculé dans les compléments transmis en janvier 2023, en considérant l'ensemble des matières premières transformées sur le site, et la totalité des rejets. Il s'établit à 1,35 m<sup>3</sup>/t de matières premières en 2017 (1,16 et 1,18 m<sup>3</sup>/t en 2018 et 2019) (pour un niveau indicatif du tableau 9 compris entre 1,2 et 2,7 m<sup>3</sup>/t de matières premières, lorsque le produit principal est de la poudre pour au moins 80 % de la production).

**Observations de l'inspection :**

**Comme le prévoit la MTD 1.iv), il appartient à l'exploitant de définir des objectifs et indicateurs de performance pour les aspects environnementaux importants. Un indicateur de performance environnementale pour les rejets d'effluents aqueux doit donc être calculé et suivi.**

Même si le niveau de performance environnementale pour le principal produit fini (la poudre) n'est qu'indicatif et vise les productions supérieures à 80 %, en l'absence d'autre proposition d'indicateur et de niveau de performance par l'exploitant, ce niveau de performance indicatif peut être considéré.

MTD 8 : afin d'éviter ou de réduire l'utilisation de substances dangereuses, appliquer une ou plusieurs des techniques parmi celles proposées (AMPG 3642 - titre II.10.1)

L'exploitant a indiqué appliquer les MTD 8 a, b, c et d.

MTD 9 : éviter les émissions de substances appauvrissant la couche d'ozone et de substances à fort potentiel de réchauffement planétaire (AMPG 3642 - titre II.10.2)

En application du BREF FDM et des dispositions de l'AMPG du 27/02/2020, l'exploitant doit utiliser des fluides frigorigènes dépourvus de potentiel d'appauvrissement de la couche d'ozone et présentant un faible potentiel de réchauffement planétaire. Pour respecter cette disposition, il est considéré que les installations frigorifiques, hors CO<sub>2</sub>, ammoniac et eau, pourront continuer à fonctionner après le 04/12/2023 sous réserve d'un ODP (Ozone Depletion Potential) = 0 et d'un PRP (Potentiel de Réchauffement Planétaire) inférieur à 2500.

Au vu des équipements frigorifiques décrits dans le dossier, 5 équipements du site ne répondent pas à ces critères :

Nom de l'installation	Fluide frigorigène	ODP	PRP = GWP	Quantité en tonnes	T eq CO <sub>2</sub>
1) Salle électrique étage EST (IF06)	R22	<b>0,055</b>	1760	0,003	5,28
2) Frigo magasin C (IF17)	R404A	0	<b>3940</b>	0,008	31,52
3) Chambre froide tour ouest (IF22)	R404A	0	<b>3940</b>	0,004	15,76
4) Salle grignoteuse NCM (IF23)	R404A	0	<b>3940</b>	0,011	43,34
5) Chambre froide ingrédient (IF26)	R404A	0	<b>3940</b>	0,003	9,85

L'exploitant considère toutefois que les équipements ayant une charge eq CO<sub>2</sub> inférieure à 40 t sont conformes dès lors que l'ODP est nul, même si le PRP est supérieur à 2500. Il vise l'alinéa 10 du règlement UE 517/2014 qui indique que « *il convient d'interdire, avec une période de transition appropriée, l'utilisation de fluides frigorigènes à potentiel de réchauffement planétaire très élevé, supérieur ou égal à 2500, pour l'entretien ou la maintenance des équipements de réfrigération ayant une charge de 40 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> ou plus.* ». Il précise que le règlement F-Gaz actuellement en cours de révision devrait étendre l'interdiction précitée à tous les équipements de réfrigération, y compris ceux ayant une charge inférieure à 40 teq CO<sub>2</sub>.

Il indique ainsi que seuls les équipements numérotés 1) et 4) ci-dessus sont non conformes à la MTD 9 et s'engage à faire évoluer ces installations conformément à la réglementation F-GAS et à la

MTD 9 d'ici décembre 2023. En cas de modification de la réglementation pour les équipements de charge inférieure à 40 teq CO<sub>2</sub>, les installations IF17, 22 et 26 seraient également remplacées.

**Observations de l'inspection :**

**En application de la MTD 9 et de l'AMPG du 27/02/2020, l'utilisation de fluide frigorigène ayant un PRP supérieur à 2500 ne sera plus possible après décembre 2023, quelle que soit la charge de l'équipement.**

**L'exploitant devra donc mettre ses installations en conformité d'ici décembre 2023, y compris les équipements notés 2,3 et 5 dans le tableau ci-dessus.**

MTD 10 : utiliser plus efficacement les ressources en appliquant une ou plusieurs des techniques énumérées (AMPG 3642 - titre II.11)

L'exploitant indique utiliser la technique b).

MTD 11 : afin d'éviter les émissions non maîtrisées dans l'eau, prévoir une capacité appropriée de stockage tampon des effluents aqueux (AMPG 3642 - titre II.12)

L'exploitant indique qu'en cas d'incident, la station d'épuration dispose de deux bassins tampon de 400 et 1200 m<sup>3</sup> permettant de stocker les effluents avant traitement.

MTD 12 : afin de réduire les émissions dans l'eau, recourir à une combinaison appropriée des techniques proposées + tableau 1 « niveaux d'émission associés aux MTD (NEA-MTD) pour les émissions directes dans une masse d'eau réceptrice » (AMPG 3642 - titre II.7.2 et titre III.17.4)

L'exploitant dispose de sa propre station d'épuration, le rejet s'effectuant dans La Loire. L'exploitant indique utiliser les techniques a), b), c), d), e), h), j), et k).

La comparaison des concentrations rejetées aux NEA-MTD est la suivante :

Para- mètres	NEA-MTD – VLE AMPG 27/02/2020 (moyenne journalière)	Valeurs limites AP du 28/04/2011 en mg/l (moyenne journalière)	Rendement STEP (2017 à 2019)	Concentration moyenne en mg/l			Conformité aux NEA-MTD et VLE de l'AMP du 27/02/2020
				2017	2018 *	2019 *	
DCO	< 125 mg/l pour les laiteries	120	97,3 à 98,2	33,1	25,6	27,3	OUI (VL AP plus contraignante que AMPG reste applicable)
MEST	50 mg/l si flux $\leq$ 15 kg/j ou si efficacité traitement $\geq$ 90 %	30	94,8 à 96,2	13,2	10,9	12,7	OUI (VL AP plus contraignante que AMPG reste applicable)
Azote total	< 30 mg/l si rendement de la station > à 80 %	30	87,5 à 97,5	2,9	2,3	2	OUI
P total	2 mg/l	2	90,1 à 94,8	1	0,7	0,8	OUI
DBO5	100 mg/l si flux $\leq$ 15 kg/j ou si efficacité traitement $\geq$ 90 %	30	99,2 à 99,7	4,3	2,6	3,1	OUI (VL AP plus contraignante que AMPG reste applicable)

\* Des graphiques des concentrations moyennes journalières des années 2018 et 2019 (établies à partir d'échantillons moyens proportionnels au débit prélevé sur 24h) pour chaque paramètre montrent par ailleurs le respect des NEA-MTD et valeurs limites de l'AMPG du 27/02/2020 pour tous les paramètres.

#### MTD 13 : établir, mettre en œuvre et réexaminer régulièrement un plan de gestion du bruit (AMPG 3642 - titre II.13.1)

La MTD 13 n'est applicable que dans les cas où une nuisance sonore est probable et/ou a été constatée dans des zones sensibles.

Le site fait l'objet de plaintes depuis la procédure d'autorisation ayant conduit à l'arrêté préfectoral de 2011.

L'exploitant indique dans son dossier que « des plaintes concernant le site ont été remontées ». Il mentionne que des mesures de bruit sont réalisées au moins tous les trois ans (dernières réalisées en 2020), précise les travaux réalisés depuis 2015 pour réduire les émissions sonores, et indique que l'impact acoustique est pris en compte dans tous les nouveaux projets.

La MTD 13 est applicable et l'exploitant devra mettre en œuvre et réexaminer régulièrement un plan de gestion.

#### MTD 14 : application une ou plusieurs techniques proposées visant à éviter ou réduire les émissions sonores (AMPG 3642 - titre II.13.2)

L'exploitant a indiqué que les techniques a) à e) sont mises en œuvre sur le site. On notera en particulier le déplacement de l'aspiration d'air de la tour de séchage pour limiter le bruit au niveau des riverains.

#### MTD 15 : établir, mettre en œuvre et réexaminer régulièrement plan de gestion des odeurs (AMPG 3642 - titre II.14)

La MTD 15 n'est applicable que dans les cas où une nuisance olfactive est probable et/ou a été constatée dans des zones sensibles.

L'exploitant indique que les sources d'odeur du site sont les zones déchets et la STEP. Un capotage des contenants de déchets odorants, un nettoyage régulier des zones déchets et une bonne gestion de la STEP permettent de limiter les odeurs et constitue le plan d'actions de l'exploitant.

Aucune plainte concernant les émissions odorantes n'a été enregistrée. L'exploitant considère le site conforme à la MTD 15.

MTD 21 : afin d'accroître l'efficacité énergétique, appliquer une combinaison appropriée des techniques spécifiées dans la MTD 6 et des techniques contenues dans la MTD (AMPG 3642 - titre III.17.1)+ tableau 8 « niveaux indicatifs de performance environnementale pour la consommation d'énergie spécifique » des laiteries

L'exploitant emploie les techniques c), d) et g).

L'exploitant n'a pas calculé dans un premier temps la consommation d'énergie spécifique considérant que le niveau indicatif n'est pas applicable (poudre, produit fini principal, représentant moins de 80 % de la production). Néanmoins, l'exploitant dit assurer un suivi mensuel des consommations et du ratio énergétique de chaque atelier, ainsi que d'indicateurs de performance énergétique globaux, sans préciser la nature de ces indicateurs.

À la demande de l'inspection, la consommation d'énergie spécifique a néanmoins été calculée dans les compléments transmis en janvier 2023, en considérant l'ensemble des matières premières transformées sur le site, et la consommation d'énergie globale du site. Elle s'établit à 0,36 MWh/t de matières premières en 2017 (0,353 et 0,345 MWh/t en 2018 et 2019) (pour un niveau indicatif du tableau 8 compris entre 0,2 et 0,5 MWh/t de matières premières, lorsque le produit principal est de la poudre pour au moins 80 % de la production).

**Observations de l'inspection :**

**Comme le prévoit la MTD 1.iv), il appartient à l'exploitant de définir des objectifs et indicateurs de performance pour les aspects environnementaux importants. Un indicateur de performance environnementale pour la consommation d'énergie doit donc être calculé et suivi.**

Même si le niveau de performance environnementale pour le principal produit fini (la poudre) n'est qu'indicatif et vise les productions supérieures à 80 %, en l'absence d'autre proposition d'indicateur et de niveau de performance par l'exploitant, ce niveau de performance indicatif peut être considéré.

MTD 22 : afin de réduire la quantité de déchets, appliquer une ou plusieurs des techniques contenues dans la MTD (AMPG 3642 - titre III.17.2)

L'exploitant a indiqué appliquer la technique a).

MTD 23 : afin de réduire les émissions atmosphériques canalisées de poussière résultant du séchage, appliquer une ou plusieurs des techniques contenues dans la MTD + tableau 10 « niveaux d'émission associés à la MTD (NEA-MTD) pour les émissions atmosphériques canalisées de poussières résultant du séchage » (AMPG 3642 - titre III.17.3)

La tour de séchage est équipée de 2 cyclones installés en parallèle (technique b)).

L'exploitant a comparé, dans son dossier de réexamen initial, la moyenne des concentrations de poussières résultant du séchage mesurées les trois années 2017-2018-2019 (une mesure par an), qui s'établit à 7,1 mg/Nm<sup>3</sup>, au NEA-MTD (< 2-10 mg/Nm<sup>3</sup>) et conclut au respect du NEA-MTD. Or le NEA-MTD correspond à une moyenne sur la période d'échantillonnage (valeur moyenne de trois mesures consécutives d'au moins 30 minutes chacune) et non à la moyenne de mesures annuelles. Les mesures des trois années 2017 à 2019 sont respectivement de 10,1, 5,85 et 5,34 mg/Nm<sup>3</sup>, conformes au NEA-MTD sauf en 2017 avec un léger dépassement.

L'exploitant a indiqué que, lors des mesures, les modalités d'établissement de la concentration moyenne ne sont pas correctes (une seule mesure faite). Il s'est engagé dans son dossier de réexamen initial à faire réaliser trois mesures consécutives d'au moins 30 minutes pour déterminer une « moyenne sur la période d'échantillonnage » et à respecter le NEA-MTD d'ici décembre 2023.

Toutefois, dans les compléments transmis en janvier 2023, l'exploitant rappelle que la valeur limite de rejet est actuellement fixée à 40 mg/Nm<sup>3</sup> (AP du 28/04/2011). Il signale que la mise en œuvre de matière grasse végétale confère à la poudre un caractère collant. Revenant sur son engagement à respecter le NEA-MTD applicable de 10 mg/Nm<sup>3</sup>, il sollicite l'application d'un NEA-MTD de 20 mg/Nm<sup>3</sup>, comme pour les cas particuliers du séchage du lactosérum en poudre déminéralisé, de la caséine et du lactose. Il précise que la mise en œuvre de filtre à manche sur ce type de produit introduit un risque accru d'incendie (par échauffement). Une concentration de 20 mg/Nm<sup>3</sup> en poussières est atteignable avec une technologie adaptée tel que les doubles cyclones présents sur le site.

#### **Observations de l'inspection :**

Le site procède au séchage de lait écrémé standardisé. La valeur haute de la fourchette de NEA-MTD applicable est donc 10 mg/Nm<sup>3</sup>. Le NEA-MTD de 20 mg/Nm<sup>3</sup> est exclusivement réservé au séchage du lactosérum, de la caséine ou du lactose.

Bien que les conclusions MTD mentionne qu'un filtre à manche (équipement de traitement permettant d'atteindre des concentrations <10 mg/Nm<sup>3</sup>, contrairement aux cyclones) peut ne pas être utilisable dans le cas de poussière collante, la seule indication par l'exploitant du caractère collant des poudres ne peut suffire à justifier d'un relèvement du NEA-MTD. Aucune autre technique de traitement que les cyclones en place n'a d'ailleurs été envisagée/étudiée. Dans tous les cas, toute demande d'application d'une valeur limite d'émission excédant un NEA-MTD nécessite une demande de dérogation, demande qui n'a pas été formulée à ce stade par l'exploitant.

L'exploitant mentionne dans ses compléments la mise en œuvre de matière grasse végétale, non évoquée dans le dossier de réexamen initial, ce qui semble constituer une modification dans la nature des matières premières utilisées et produits fabriqués. Les concentrations en poussières dans les rejets pour les années 2017 à 2018 ne mettant pas en évidence de difficulté à respecter le NEA-MTD de 10 mg/Nm<sup>3</sup>, cette modification semble être intervenue postérieurement à 2019, donc postérieurement à la publication des conclusions sur les MTD. Cette modification n'a pas été portée à la connaissance du préfet, et ses incidences, en particulier sur les rejets atmosphériques, ne semblent pas avoir été anticipées au regard du NEA-MTD applicable à compter de décembre 2023.

**En l'état, le NEA-MTD de 10 mg/Nm<sup>3</sup> sera applicable au site à partir de décembre 2023.**

**Au vu de ce qui précède, il sera toutefois demandé à l'exploitant de porter à la connaissance du préfet les modifications intervenues sur le site (évolutions des matières premières/produits finis) avec tous les éléments d'appréciation nécessaires, en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Si l'exploitant souhaite in fine engager une procédure de demande de dérogation, il est rappelé que cette procédure est encadrée par les dispositions de l'article R. 515-68 qui dispose que l'exploitant « *justifie dans une évaluation que l'application des dispositions de l'article R. 515-67 [respect des NEA-MTD] entraînerait une hausse des coûts disproportionnée au regard des bénéfices pour l'environnement, en raison :***

***a) De l'implantation géographique de l'installation concernée ou des conditions locales de l'environnement ; ou b) Des caractéristiques techniques de l'installation concernée. »***

La demande de dérogation devra être établie en s'appuyant sur le guide de demande de dérogation d'octobre 2017.

### **III - CONCLUSION ET PROPOSITIONS**

Le dossier de réexamen déposé le 09 décembre 2020 et complété le 19 janvier 2023 est complet et conforme à l'article R. 515-72 du code de l'environnement.

Compte tenu de la situation de l'établissement, des prescriptions techniques d'ores et déjà imposées et des engagements en termes de mise en œuvre des MTD applicables, il est conclu à l'absence de nécessité d'actualiser les dispositions des arrêtés préfectoraux en vigueur pour la SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DE SAINT FLORENT.

Sur la base de l'examen réalisé, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet :

- d'informer l'exploitant, conformément à l'article R. 515-73 du code de l'environnement, de l'absence de nécessité d'actualiser les prescriptions des arrêtés préfectoraux en vigueur ;
- de rappeler à l'exploitant qu'il conviendra d'appliquer l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, à partir du 4 décembre 2023 ;
- de faire part à l'exploitant des observations formulées dans le présent rapport, et de lui rappeler les actions de mise en conformité à prévoir au plus tard le 4 décembre 2023. En particulier, il sera rappelé :
  - l'applicabilité à partir de décembre 2023 du NEA-MTD de 10 mg/Nm<sup>3</sup> pour les rejets de poussières de la tour séchage. **Il sera toutefois demandé à l'exploitant de porter à la connaissance du préfet les modifications intervenues sur le site (évolutions des matières premières/produits finis) avec tous les éléments d'appréciation nécessaires, en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Si l'exploitant souhaite in fine engager une procédure de demande de dérogation, celle-ci devra répondre aux dispositions de l'article R. 515-68 ;**
  - que l'utilisation de fluide frigorigène ayant un PRP supérieur à 2500 ne sera plus possible après décembre 2023, quelle que soit la charge de l'équipement.

Enfin, conformément aux dispositions du Code de l'Environnement, l'Inspection des installations classées rappelle qu'il convient de diffuser par voie électronique l'ensemble des éléments listés à l'article R. 515-79 du Code de l'Environnement, à savoir :

- la notification du Préfet à l'exploitant précisant la non-nécessité de mise à jour de l'autorisation,
- une copie du présent rapport de l'Inspection.